



Pour nos conditions de vie et de travail, nous n'attendrons pas 2027 !

Marine Le Pen a annoncé qu'elle sera candidate à la présidentielle, malgré la condamnation à trois ans de prison, dont un an ferme, aménageable avec port d'un bracelet électronique que, s'étant pourvue en cassation, elle ne portera pas.

Ainsi, alors que la justice a reconnu que, de 2004 à 2016, son parti avait détourné de l'ordre de 3 millions d'euros sur les fonds parlementaires européens, rien ne l'empêche de se présenter. Avec Sarkozy, on a connu un ex-président en prison, avec Le Pen, on connaît une potentielle élue qui devrait déjà y être... Mais il faut bien dire que, si Le Pen n'avait pas été candidate, cela aurait été Bardella et, franchement, c'est blanc bonnet et bonnet blanc

L'extrême droite : un ennemi mortel pour les travailleurs, une option comme une autre pour la bourgeoisie

D'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam, c'est Quelle que soit sa candidate ou son candidat, le Rassemblement national (RN) est bien un ramassis de politiciens désireux de profiter du système et d'en être les gestionnaires. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à accorder la moindre confiance à ceux qui veulent les diviser en fonction de leur nationalité, de leurs origines ou de leur couleur de peau. Le projet raciste, nationaliste et répressif du RN est un poison mortel pour la classe ouvrière. Mais il n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que des pans entiers de son programme aient été mis en place par des gouvernements, de droite comme de gauche. Nous n'avons rien à attendre des autres partis bourgeois, ou des institutions créées par et pour les capitalistes. Celles-ci ne permettront jamais d'améliorer notre sort, pas plus que de faire barrage à l'extrême droite ni à tous nos ennemis. Une chose est sûre : si nous ne nous en mêlons pas, les problèmes que rencontrent les classes populaires passeront à l'as et on ne nous servira que du blabla sur des sujets aussi creux que ceux qui les tiendront.

Nous faisons tout tourner, à nous de décider !

Durant la dernière canicule, comme au début de la crise du Covid, il a fallu que nous nous débrouillions tout seuls – la réponse des patrons à la chaleur intenable a été de nous proposer... des bouteilles d'eau, et de nous menacer si nous refusions de continuer à travailler ! Dans de nombreuses entreprises, les salariés ont décidé d'arrêter la production, comme à Stellantis Poissy,

ou ont fait valoir collectivement leur droit de retrait. Dans certaines écoles et établissements scolaires, les salariés ont à juste titre refusé d'accueillir les enfants dans des fournaies. Pour les salaires rongés par l'inflation, contre les licenciements et suppressions de postes, face aux fermetures de classes dans l'éducation ou à la saturation des services hospitaliers, ce sera à nous de faire que cela occupe la place publique : aucun des principaux candidats à la présidentielle n'en parlera, parce que le rôle auquel ils se destinent est de faire tourner la machine capitaliste au profit de ceux qui, justement, nous imposent les bas salaires et licencient, nous condamnant au chômage et des régions entières au marasme.

Faisons entendre notre voix

Les problèmes des classes populaires ne se retrouvent au centre des débats politiques que lorsque notre colère explose : les politiciens font alors mine de découvrir les conséquences sur nos vies de leur politique. Alors, ça ne remplacera pas nos luttes, mais c'est justement pour parler haut et fort des conditions de travail et de vie des classes populaires, pour porter cette nécessité de nous regrouper, de défendre nos intérêts en ne comptant sur aucune autre force que celle de l'action collective, seule à même d'imposer dans le débat les sujets qui concernent réellement les travailleurs et travailleuses, que le NPA-Révolutionnaires sera présent à l'élection présidentielle de 2027. Nos porte-paroles, Selma Labib, conductrice de bus, qui sera notre candidate, et Gaël Quirante, postier licencié pour son activité syndicale, utiliseront chaque tribune pour mettre les conditions de vie et de travail des classes populaires au centre du débat politique, affirmer qu'il faut en finir avec le capitalisme et que c'est aux travailleurs et travailleuses de diriger la société !

Face à cette gestion de la canicule

Dans les dépôts comme dans les ateliers, il faut réduire le temps de travail sans le rattrapage. Les bus rentrent au dépôt quand il neige... Et bien c'est pareil ! Quand les conditions de travail ne sont pas réunies, on ne peut pas travailler.

Qu'on leur donne chaud !

Dans les bus, les premières vagues de la canicule ont été si bien gérées par la direction que des dizaines de malaises ont eu lieu, dont celui à bord, porte de Saint-Cloud qui a fait la Une de l'actualité. Et pour cause... C'est une mise en danger des travailleurs et des usagers que seule notre colère organisée pourra éviter !

Canicule : bien s'hydrater, bien aérer et ne pas oublier de foutre en l'air le capitalisme !

Cette multinationale qu'est la RATP a seulement 60% de la flotte des bus climatisée. C'est en soi assez scandaleux de faire tirer jusqu'à leur fin de vie les autres véhicules d'un autre temps. D'ailleurs, même hors canicule, cela pose d'importants problèmes de maintenance. Mais bien souvent, même la chaleur dans les bus n'est pas pire que celles de nos logements. Tout le monde ne peut pas investir dans la rénovation thermique ou dans des pompes à chaleur, surtout avec nos niveaux de salaires !

Preuve que la réponse au réchauffement climatique est bien plus globale et pointe directement la responsabilité écrasante de ce capitalisme pourrissant.

Pause fraîcheur

La pause fraîcheur a beau être huée à chaque match de coupe du monde, nous on ne serait pas mécontents d'un aménagement des horaires de travail en période de fortes chaleurs. Mais si la direction refuse de garantir notre sécurité, on l'imposera nous même avec nos droits de retrait et par tous nos moyens.

Pas touche à nos droits !

Quand les collègues se sont mis en droit de retrait dans certains dépôts la direction les a poussés à déclarer un « malaise » et à rentrer chez eux. Pas de vagues ! Les collègues n'ont pas tous accepté ce « deal » qui aurait permis à la direction de masquer sa responsabilité. La colère monte, il reste à l'organiser collectivement.

Maintenance des horaires ?

Dans certains ateliers comme à Saint-Ouen, les horaires sont dits « aménagés » cette semaine pour faire face à la chaleur : on peut arriver et partir 30 minutes plus tôt, vous avez dit aménagement ?

De l'argent pour la « sureté »

Le 2 juillet a été inauguré le nouveau centre « d'Etat Major de la sûreté » par Valérie Pécresse, Xavier Piechaczyk ainsi que le préfet de Police, Patrice Faure. Une belle brochette pour mettre en avant les 15 millions d'euros investis par IDFM pour ce nouveau centre, « *Leur savoir-faire constitue un appui déterminant aux côtés des acteurs du continuum de sécurité (Police nationale et municipale, Sûreté ferroviaire, BRT, etc.)* » explique le communiqué de presse du PDG de la Régie. La répression et le tout sécuritaire ne sont pas des réponses aux besoins ni des travailleurs ni des usagers. Mais un tel investissement dans des dispositifs clim, chauffage, maintenance, effectifs, permettrait lui une vraie sécurité de toutes et tous !

A Keolis bus Seine et Oise, la feinte de frappe aura suffi

Nos camarades avaient posé une alarme sociale le 22 juin à la suite d'annonces de modifications d'ampleur des services de rentrée. Au programme de Keolis ? plus de journées en trois fois, plus de week-ends travaillés et moins de primes générées ! On connaît la chanson, ont répondu en chœur les collègues, et la simple menace d'une grève à suffit à faire reculer la direction, et ce à quelques jours des vacances d'été... comme quoi, il n'y a que des bons moments pour imposer le rapport de force !

London : same canicule !

Dans les bus londoniens aussi la canicule a sévi, les collègues n'ont plus de climatisation depuis le Covid. Pour protester ils ont été nombreux à se mettre en droit de retrait la semaine dernière ! Ils ont raison !

Notre camarade Selma Labib s'est adressée à eux dans cette vidéo :



Le patronat gèle les allocations chômage

À la suite d'un conseil d'administration de l'Unédic, les représentants des organisations patronales ont décidé de refuser toute revalorisation des allocations chômage, et ce malgré l'inflation. Une première depuis dix ans. La dernière hausse de ces allocations (+0,5 %) remontait à juillet 2025. Régulièrement, les droits des privés d'emploi sont attaqués ou réduits par le gouvernement et le patronat qui marchent main dans la main. Pourtant cette allocation n'est pas un luxe. Selon les propres chiffres de l'Unédic plus de la moitié des 2,7 millions de personnes indemnisées touchent actuellement moins de 1 000 euros nets mensuels tandis que l'allocation moyenne s'élève à 1 040 euros...